

# 4 L'EFFET MULTIPLICATEUR DE L'ÉDUCATION DES FILLES



Les avantages qui découlent de l'éducation des filles sont attestés depuis longtemps. Mais l'on comprend mieux aujourd'hui pourquoi l'éducation des filles est la tâche la plus pressante qui s'impose à la communauté mondiale du développement et comment elle peut devenir l'élément moteur de l'action internationale en faveur de la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire.

L'éducation des filles est le meilleur moyen de résoudre les problèmes les plus graves qui entravent le développement humain. L'éducation est essentielle dans les situations d'urgence, à la suite d'une catastrophe ou lorsqu'un pays est plongé dans une situation de conflit, car elle offre un élément de stabilité dans la vie des filles et des garçons et aide les familles à se rétablir et à aller de l'avant. En ce qui concerne les communautés locales, les stratégies visant à donner aux filles la possibilité de terminer leurs études procurent des avantages à tout le monde.

### **S'assurer que les enfants prennent un bon départ dans la vie**

L'absence d'investissements des gouvernements du monde entier dans le secteur de la petite enfance a lourdement pénalisé les systèmes éducatifs. À l'instar des systèmes de santé qui luttent désespérément partout dans le monde pour guérir les malades au lieu d'investir dans la prévention, les enseignants et les spécialistes de l'éducation se mesurent à l'analphabétisme et à des élèves qui cherchent à éviter l'école ou qui pourraient bien mieux faire et ils passent leur temps à essayer de régler des problèmes qui auraient été beaucoup plus faciles à gérer si l'on avait accordé suffisamment d'attention aux premières années des enfants.

Le désintérêt pour la petite enfance n'est nullement limité à l'éducation. L'UNICEF sait d'expérience que la survie, la croissance et le développement des jeunes enfants sont des objectifs interdépendants, qui ne peuvent être atteints que si tout le monde a accès à tout un éventail de services de base. La prévention de la carence en iode et de l'anémie, par exemple, améliore l'état sanitaire et nutritionnel d'un enfant – tout en protégeant le développement du cerveau du jeune enfant. Tout ce qui est fait pour protéger les enfants contre la violence et la maltraitance permet de consolider le développement cognitif précoce. Si l'on donne à une femme les moyens



Kent Page/UNICEF/2003

d'être autonome, si elle est en bonne santé et instruite – ce qui est un bien en soi –, cela ne peut être que bénéfique pour le bien-être de ses enfants, car si elle est en mauvaise santé, affamée ou opprimée, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle élève correctement ses enfants.

Si l'on a compris que l'apprentissage commence à la naissance, on est amené à penser qu'il peut être stimulé si un lien sécurisant et de bons rapports affectifs s'établissent entre le nourrisson et ses parents ou les personnes qui s'occupent de lui. Les enfants dépendent également pour leur développement des contacts qu'ils ont en dehors de leur famille; à ce propos, des études ont montré qu'une prise en charge structurée extrafamiliale peut être particulièrement importante pour préparer un enfant à aller à l'école. Une étude effectuée récemment sur les enfants au Népal a montré que plus de 90 pour cent de ceux qui avaient fréquenté un centre d'éveil non scolaire s'étaient inscrits à l'école primaire, contre quelque 70 pour cent de ceux qui ne l'avaient pas

fait. Il y a encore plus révélateur : la deuxième année, quelque 80 pour cent d'enfants du premier groupe allaient encore à l'école, mais ce n'était le cas que de 40 pour cent environ des enfants qui n'avaient pas fréquenté de centre d'éveil<sup>53</sup>.

### Le rythme de la scolarité

La même étude népalaise a montré que les filles profitent encore plus que les garçons de leur passage dans un centre d'éveil : 100 pour cent de celles qui avaient eu cette expérience s'étaient inscrites à l'école primaire, et 85 pour cent d'entre elles s'y trouvaient encore la deuxième année. Il y a bien des explications possibles au fait que les filles profitent tout particulièrement des programmes préscolaires. Entre autres avantages, ces programmes renforcent leur estime de soi et aiguïssent l'ambition que nourrissent leurs parents pour elles. Il y a toutefois une raison dont on n'a pas souvent conscience : ces programmes établissent le rythme de la scolarité dans la vie d'une fillette. Dans la plupart des communau-

Que ce soit dans des camps pour personnes déplacées en Azerbaïdjan, dans les provinces d'Angola ravagées par la guerre ou les classes de la RDP lao, des enseignants qualifiés aident les enfants et les pays à se développer.



tés du monde en développement, en particulier à la campagne, les filles sont amenées dès leur plus jeune âge à se charger de petits travaux ménagers, productifs de revenu ou non. Ces travaux en viennent peu à peu à s'inscrire dans le cours normal des choses, instaurant un rythme quotidien dans la vie de la fillette. Ces travaux prennent vite le plus clair de son temps : il devient alors très difficile d'incorporer la scolarité dans ce rythme quotidien.

Or, la prise en charge des enfants au sein de la communauté établit un rythme de scolarité différent, qui rend moins étrangère et redoutable l'idée d'une fréquentation régulière selon un horaire fixe. Même le simple fait pour une fillette de passer quelques heures par jour avec un grand-parent peut aider à insérer la scolarité dans sa vie.

Les programmes destinés au jeune enfant peuvent être un instrument essentiel pour les jeunes femmes et leurs filles, et non pas seulement parce qu'ils déchargent les mères d'une partie de leurs responsa-

bilités en matière d'éducation des enfants. L'un de ces programmes, organisé à l'intention des mères albanaises vivant dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, dont beaucoup étaient des réfugiées, a su améliorer les compétences parentales des participantes dans un sens propre à appuyer le développement physique, affectif et cognitif de leurs enfants. Le programme a encouragé les femmes à lire à haute voix et à parler davantage à leurs enfants et à stimuler leurs capacités à jouer et leur sens de la découverte; il a aidé les femmes à prendre conscience de leurs responsabilités en tant que parents et du rôle capital qu'elles doivent jouer dans le développement de leurs enfants<sup>54</sup>. En Albanie, le programme local Jardins des mères et des enfants, géré par le Christian Children's Fund a su mobiliser les filles qui étaient au chômage et confinées chez elles. Elles s'occupent à titre bénévole d'enfants d'âge préscolaire en les divertissant et en contribuant à leur éducation.

## ENCADRÉ 7

# Des enseignants sources d'espoir

Des livres à la main et un bébé sur le dos, Dolores Jamba, svelte et vêtue d'orange, représente à 18 ans l'avenir de l'Angola. Étudiante, mère et maintenant enseignante, Dolores fait partie des quelque 4 000 Angolais récemment formés qui incarneront la reprise de l'enseignement dans ce pays. La guerre civile de longue durée qui a ravagé l'Angola jusqu'en mars 2002 a laissé le secteur de l'éducation dans un piètre état, un million d'enfants étant privés d'enseignement primaire.

En février 2003 a été lancée la « Rentrée des classes », la plus grande campagne d'éducation jamais menée en Angola. À l'initiative commune des autorités locales et de l'UNICEF, cette campagne a permis à 250 000 enfants d'aller pour la première fois à l'école, la priorité étant dans un premier temps donnée aux provinces centrales de Bie et Malanje, qui ont été durement touchées par la guerre.

Cette campagne représente un changement d'orientation majeur pour le Gouvernement angolais, qui estimait auparavant que l'enseignement primaire universel ne pourrait se concrétiser tant que l'on ne construirait pas dans l'ensemble du pays des salles de classe traditionnelles et que l'on ne disposerait pas en nombres suffisants d'enseignants dûment formés et qualifiés. La campagne Rentrée des classes se fonde en revanche sur une formation rapide des enseignants et sur une amélioration progressive de la qualité de l'enseignement. Dès février 2003, l'UNICEF a entrepris de former de toute urgence 5 000 enseignants. Dolores termine maintenant son premier stage de quinze jours de formation à l'enseignement. Elle suivra ensuite cinq jours de formation en juin, puis deux jours en novembre et d'autres stages l'an prochain. Cette formation est loin d'être complète mais Dolores se sent capable de faire son travail.

« Pour l'instant, je crois que le plus important est que les enfants retournent à l'école », dit-elle pendant que sa fille de quatre mois, qu'elle porte sur le dos, dort profondément. « Je me souviens de ce que mes meilleurs enseignants faisaient, et j'apprends constamment de nouvelles méthodes d'enseignement. » Mais comment se débrouillera-t-elle le premier jour de classe, devant 50 enfants débordant d'énergie ? « La plupart des enfants seront tellement contents d'être à l'école qu'il sera facile de leur faire la classe », dit-elle. « Mais cette semaine, j'ai aussi appris ce qu'il faut faire quand un enfant perturbe la classe. »

Dolores habite à Kunhinga, à 30 km au nord de Kuito, la capitale de Bie. Kunhinga est un village agréable aux rues larges et aux visages amicaux, où l'on vend sur le marché des fruits, des céréales et des chaussures qui ont déjà servi à plusieurs personnes. On

## Lutter contre le VIH/SIDA

Chaque année, on recense plus de 5 millions de nouvelles personnes infectées par le VIH/SIDA. Dans les pays le plus durement touchés, les acquis du développement humain qu'il avait fallu des générations pour accumuler ont été anéantis en l'espace de quelques années. Au Botswana, par exemple, le taux élevé d'infection par le VIH a fait chuter l'espérance de vie de 60 ans en 1990 à 39 ans seulement en 2001<sup>55</sup>. Et à moins d'une nette intensification des actions de prévention au niveau mondial, 45 millions de personnes vivant dans 126 pays à revenu faible ou moyen deviendront séropositives entre 2002 et 2010<sup>56</sup>.

En l'absence d'un vaccin contre le VIH/SIDA, l'éducation est le meilleur moyen de défense de la société contre la maladie. Plus les jeunes seront instruits et compétents, plus ils seront à même de se protéger contre l'infection; et les jeunes qui vont à l'école se retrouvent moins souvent dans des situations à

risque. Depuis toujours, les filles ont moins accès aux avantages de l'éducation, elles ont donc encore plus besoin que les garçons de la protection que l'éducation peut procurer.

Des études récentes ont confirmé que les taux d'infection diminuent avec l'instruction. Une étude réalisée en Zambie sur des jeunes de 15 à 19 ans a constaté une forte diminution des taux de prévalence du VIH parmi ceux qui avaient acquis une instruction moyenne ou supérieure, mais une augmentation parmi ceux dont le niveau d'instruction était plus faible<sup>57</sup>. Pendant les années 90, le taux d'infection par le VIH en Zambie a chuté de près de la moitié parmi les femmes instruites, mais n'a guère baissé chez les femmes n'ayant pas été scolarisées<sup>58</sup>. Une étude portant sur 17 pays d'Afrique et 4 pays d'Amérique latine a montré que les filles instruites retardent en général le moment des premiers rapports sexuels et sont plus enclines à demander à leurs partenaires d'utiliser un préservatif<sup>59</sup>.

peut également y acheter des manuels scolaires et des crayons, même si par le passé lorsque les familles devaient choisir entre produits alimentaires et études, elles choisissaient bien sûr de se nourrir. Mais pendant le mois de la Rentrée des classes, les élèves angolais reprenant le chemin de l'école ont reçu un colis d'éducation de l'UNICEF, comprenant des livres, un crayon, un sac et une gomme. « C'est Noël en février », s'est exclamée Luciana, 8 ans, l'un des enfants sur le point d'aller à l'école pour la première fois.

Une fois la paix rétablie, les Angolais ont manifesté leur soif d'éducation. Après 27 ans de guerre civile, on ne comptait plus dans la municipalité de Kunhinga que 21 écoles. Dans l'année qui a suivi, les habitants ont bâti avec des matériaux de construction locaux 41 nouvelles écoles grâce à l'aide de l'UNICEF. La nouvelle campagne d'éducation pour tous a suscité chez les parents un enthousiasme d'autant plus grand que tous les frais de scolarité avaient été supprimés.

Domingos Caiumbuca est également au nombre des 39 enseignants actuellement en formation à Kunhinga. Grand, confiant et jovial, il explique : « Je pense que cette formation est

très importante car c'est le début d'une nouvelle ère dans le domaine de l'éducation en Angola. Je veux enseigner pour aider à former une nouvelle génération d'Angolais. Par exemple, ce matin encore, nous avons appris pourquoi il est important d'intégrer les meilleurs élèves et les plus difficiles. Ce savoir me passionne. »

Tout porte à croire que Domingos, Dolores et les autres apprentis-maîtres

ont saisi leur chance à bras le corps. La campagne Rentrée des classes a remporté à Bie et Malanje un succès tel que le Gouvernement angolais a décidé de l'étendre à l'ensemble du pays en 2004. Une allocation budgétaire de 40 millions de dollars devrait permettre de former 29 000 enseignants supplémentaires et d'accroître de 90 pour cent la proportion d'enfants suivant les quatre premières années d'enseignement. Pour ces quatre



© UNICEF/H095-0417/David Barbour

Le meilleur moyen de défense contre le VIH/SIDA dans le milieu scolaire consiste à aborder la question dans le cadre d'un programme complet d'acquisition des compétences pratiques essentielles, qui est l'un des éléments du programme principal. Ces programmes présentent aux jeunes des informations sexospécifiques sur le VIH et sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour prévenir la propagation de l'infection. Ils les forment à l'analyse critique des situations, à la mise en question des stéréotypes sexuels, à la communication et à la prise de décisions mûrement réfléchies. Les jeunes sont alors mieux à même de faire des choix favorables à leur santé, de résister aux pressions négatives et d'éviter les comportements à risque<sup>60</sup>. C'est particulièrement indispensable pour les filles, qui risquent plus l'infection par le VIH pendant les rapports sexuels que les garçons.

Les programmes d'acquisition des compétences pratiques essentielles font également une place à la santé, à l'hygiène et à la nutrition. Une nutrition déficiente et un accès limité à l'eau salubre et aux instal-

lations d'assainissement peuvent mettre en danger le système immunitaire et accroître la vulnérabilité au VIH/SIDA et à d'autres maladies<sup>61</sup>. De surcroît, les écoles établissent un lien concret avec des services de santé adaptés aux jeunes et respectueux des spécificités des sexes qui offrent des tests gratuits et confidentiels de dépistage du VIH et des consultations dans ce domaine. On voit que la lutte contre le VIH/SIDA prend, comme le combat en faveur de l'éducation des filles, des formes variées, et les progrès accomplis sur un front ne sauraient être dissociés de ceux constatés sur un autre.

## Enfants affectés par le VIH/SIDA

Il y aurait 11 millions d'enfants rendus orphelins par le SIDA en Afrique subsaharienne<sup>62</sup>; ce sont souvent les premiers enfants à perdre le soutien des familles élargies en ce qui concerne leur scolarité. Les orphelins qui ont perdu leurs deux parents ont encore moins de chances de fréquenter l'école (*voir Figure 11 : les orphelins ont moins de chances d'aller à l'école*).

années, le nombre d'enfants non scolarisés devrait baisser l'an prochain, de 1,1 million à environ 200 000.

Ces progrès justifient entièrement la confiance et l'enthousiasme de Dolores qui s'apprête à accepter son premier poste d'enseignante. « Bien sûr, nous avons besoin de plus de crayons, de plus de livres et de plus d'écoles afin de pouvoir scolariser tous les enfants angolais. Mais pour l'instant, nous devons faire avec ce que nous avons, et ce que nous avons, c'est la possibilité de donner à nos enfants un nouveau départ. »

## Une tout autre urgence

Dans la République démocratique populaire lao, les enseignants ont également la possibilité de donner aux enfants un nouveau départ. Bien que le pays ne se relève pas de la guerre, il existe une tout autre urgence. En 1992, près de 80 pour cent des enseignants du primaire n'étaient pas qualifiés et plus de 50 pour cent d'entre eux n'avaient pas achevé leurs études secondaires. Si les enseignants étaient souvent véritablement désireux d'instruire leurs élèves, ils n'en avaient pas les moyens, n'étaient pas bien rémunérés et travaillaient dans des écoles

isolées dans des conditions difficiles. En temps de guerre ou en temps de paix, une constante demeure : la nécessité de former des enseignants.

Pour répondre à ces besoins, le Ministère de l'éducation a mis au point, avec l'aide de l'UNICEF, un système novateur de formation interne des enseignants, le Projet de perfectionnement des enseignants. Ce projet a ensuite été développé avec le soutien du comité national du Japon. Le projet répond à un double objectif : dispenser aux enseignants une éducation continue du niveau de la huitième année d'études et améliorer leur pédagogie. Il ressort d'une évaluation du Projet de perfectionnement des enseignants, réalisée en 2000 et comparant tous les autres programmes de formation des enseignants de la République démocratique populaire lao, que ce programme a le plus amélioré la pédagogie et l'efficacité des enseignants. Les enseignants ont ainsi acquis la confiance nécessaire pour mettre à l'essai des méthodes adaptées aux enfants, ainsi que le niveau d'instruction permettant de traiter des matières des quatrième et cinquième années d'études.

À la suite du succès de ce programme, d'autres donateurs, notamment la

Banque asiatique de développement et l'Agence suédoise de coopération pour le développement international, ainsi que des ONG internationales comme l'Alliance Save the Children et Catholic Relief Service, ont élargi le projet à toutes les provinces du pays. À ce jour, plus de 7 000 enseignants ont suivi l'ensemble du programme. À l'échelle nationale, le pourcentage d'enseignants du primaire qualifiés a atteint près de 77 pour cent en 2002.

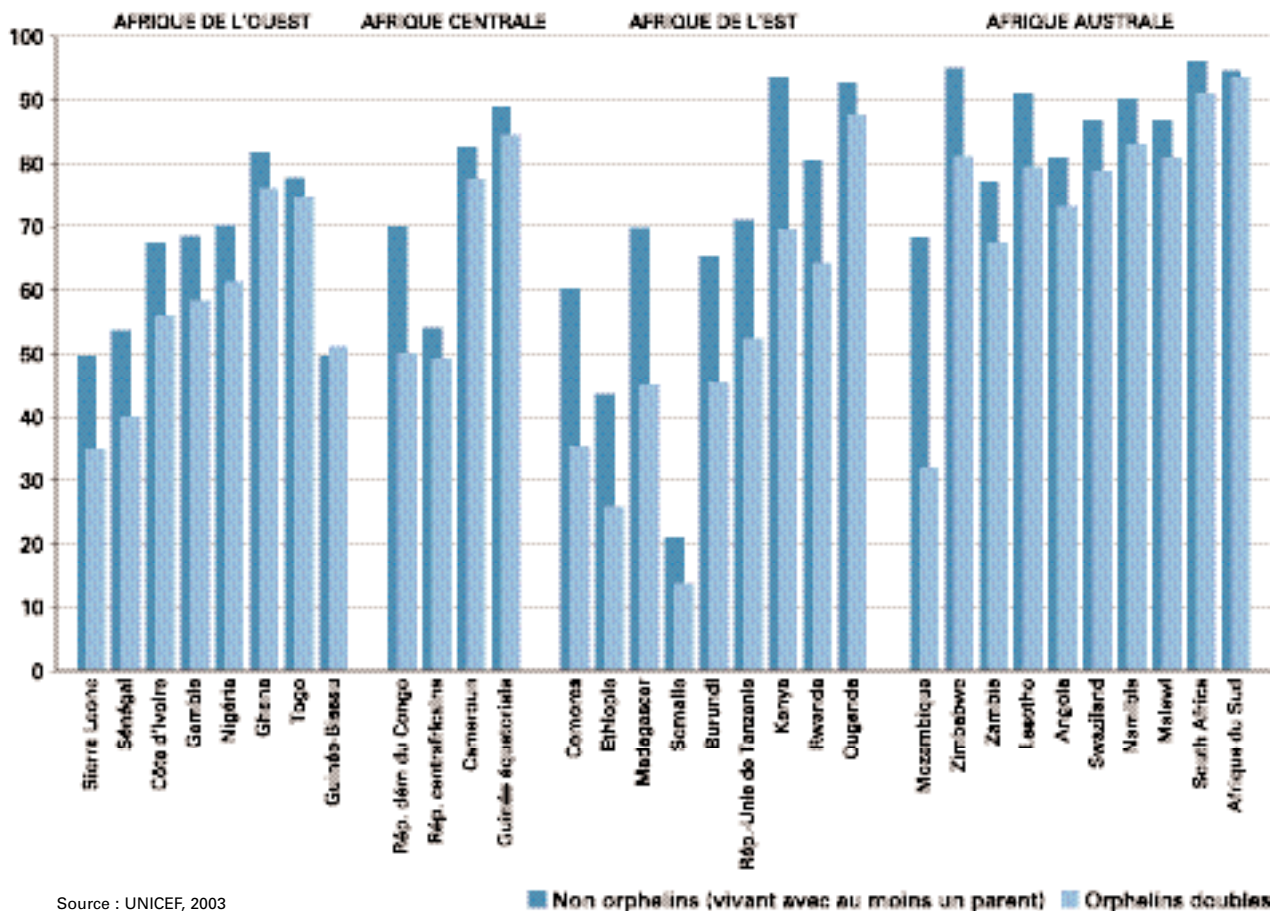
Les filles sont encore plus pénalisées à cet égard que les garçons parce que la responsabilité de soigner d'autres membres de leur famille malades leur est dévolue d'une manière disproportionnée. Dans de nombreuses familles, les maladies liées au VIH et la perte de salaire qui leur est associée ne permettent pas de continuer d'envoyer un enfant à l'école. Les écoles sont également affectées car beaucoup d'enseignants sont malades ou meurent du VIH/SIDA. En Zambie, les trois quarts environ des enseignants nouvellement formés chaque année doivent remplacer ceux qui sont morts du SIDA. Au Malawi, dans certaines écoles, le rapport élèves/maîtres est monté jusqu'à 96 pour 1 en raison des maladies liées au VIH ayant frappé les enseignants<sup>63</sup>.

Paradoxalement, les réformes scolaires suscitées par la pandémie de VIH/SIDA mettent souvent en place les mesures qui, dans d'autres circonstances, auraient pu être exigées au nom de la qualité de l'enseignement et des droits de l'enfant. Ces réformes consistent par exemple à assouplir les emplois du temps, à responsabiliser les écoles en ce qui concerne la protection des enfants contre le

harcèlement sexuel, à appliquer les lois protégeant les filles contre le viol et l'agression sexuelle et à donner aux enfants les moyens d'éviter les comportements à risque.

Au Botswana, qui affiche l'un des taux de prévalence du VIH/SIDA les plus élevés du monde et où les filles risquent quatre fois plus l'infection que les garçons, le gouvernement élabore et applique des stratégies de prévention du VIH/SIDA qui tiennent compte des différences entre les sexes. Certaines de ces stratégies consistent à former des enseignants de centaines d'écoles primaires et secondaires du premier cycle à diriger des clubs de prévention tenant compte des différences entre les sexes. Il est également envisagé de préparer des centaines de filles et de garçons âgés de 6 à 12 ans à assumer dans ces clubs une fonction d'animation au titre de l'entraide entre enfants du même âge. Un projet d'amélioration des écoles renforce l'acquisition des compétences pratiques essentielles et rend les écoles plus sensibles aux différences entre sexes, mieux adaptées aux enfants et plus soucieuses de leurs besoins psychosociaux<sup>64</sup>.

**FIGURE 11 LES ORPHELINS ONT MOINS DE CHANCES D'ALLER À L'ÉCOLE**



Source : UNICEF, 2003

En Ouganda, *Straight Talk*, journal mensuel pour adolescents qui aborde le VIH/SIDA sous l'angle de la sexualité, des sentiments et des valeurs, est distribué aux écoles, aux églises et aux associations locales. Il est également envoyé à plus de 3 000 adresses en Ouganda et à l'étranger, des écoles secondaires pour près de la moitié. En Namibie, des élèves âgés de 14 à 21 ans reçoivent actuellement une formation devant leur permettre de sensibiliser des jeunes du même âge qu'eux aux moyens de se prémunir contre la grossesse, l'infection par le VIH/SIDA, la toxicomanie et le viol. Les écoles choisies pour ce projet ont signalé une baisse du nombre des grossesses et des abandons de scolarité.

### Créer un environnement protecteur

Si la famille est le premier périmètre de l'environnement protecteur des enfants, l'éducation constitue le second. L'école peut offrir une excellente protection à la plupart des enfants, surtout aux filles et aux autres enfants particulièrement vulnérables. Ce n'est pas seulement parce que les écoles mettent les enfants à l'abri de tout ce qui pourrait compromettre leur sécurité pendant une bonne partie de la journée, mais aussi parce qu'elles les aident à acquérir des compétences et à obtenir des informations qui leur permettront d'assurer leur propre protection. L'éducation demeure un moyen essentiel de prévention du travail des enfants et de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite d'enfants, lesquelles ciblent surtout les filles. Une fille qui va à l'école court moins le risque de se retrouver employée hors de chez elle par des personnes qui l'exploitent et profitent d'elle, et elle est, au surplus, écartée de tâches domestiques qui peuvent être écrasantes. Les filles qui savent lire et écrire et, en particulier, celles qui ont acquis de l'assurance en même temps que les compétences pratiques essentielles sont moins exposées aux formes extrêmes de la violence intra-familiale, à l'exploitation sexuelle et à la traite.

Les millions d'enfants exploités chaque année sont la preuve vivante de l'incapacité générale du monde à protéger les plus jeunes de ses habitants. Selon l'Organisation internationale du Travail, environ 1,2 million d'enfants sont chaque année assujettis, dans le cadre de la traite, au travail forcé ou à la prostitution<sup>65</sup>. Une enquête auprès des ménages réalisée récemment par l'UNICEF dans 25 pays d'Afrique subsaharienne a montré que 31 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans se livrent à l'une des pires formes du travail des enfants, telles que l'esclavage, la traite, les conflits armés, la prostitution et la pornographie, et que 9 pour cent se livrent à l'une des formes de travail dangereuses, c'est-à-dire accomplissent pendant plus de 43 heures par semaine un travail qui

menace leur bien-être. Dans les pays considérés, il y aurait 31 millions d'enfants qui travaillent, 24 millions d'enfants qui participent aux travaux du foyer et 7 millions d'enfants qui se livrent à un travail dangereux. Les filles étaient plus nombreuses que les garçons à se livrer à un travail dangereux car les travaux domestiques d'une durée supérieure à quatre heures par jour avaient été pris en compte<sup>66</sup>.

En dernière analyse, les enfants ne seront à l'abri du travail des enfants, de la traite et de l'exploitation sexuelle que lorsque :

- les gouvernements feront de la protection des enfants une priorité
- les médias et la société civile remettront en question les mentalités et pratiques discriminatoires dans le souci de les faire évoluer
- une législation sera en place et rigoureusement appliquée
- les enseignants, les agents de santé, les parents et toutes les autres personnes qui communiquent avec les enfants sauront reconnaître la maltraitance d'enfants et y faire face
- les enfants auront accès aux informations et connaissances dont ils ont besoin pour se protéger
- des systèmes de surveillance seront installés pour mettre en évidence les cas de maltraitance
- l'égalité des sexes et les droits des femmes seront garantis.

Au Bangladesh, depuis 1997, les écoles destinées aux enfants difficiles à atteindre suivent le modèle du BRAC et fonctionnent deux heures par jour et six jours par semaine à l'intention d'enfants comme les filles employées de maison qui, à défaut, n'auraient aucune occasion de recevoir une éducation de base<sup>67</sup>. Au Maroc, selon une enquête réalisée en 2001 par le Ministère de la prévision économique et du plan, quelque 23 000 filles étaient employées comme bonnes dans la région du Grand Casablanca, dont environ 60 pour cent avaient moins de 15 ans. Depuis 2001, en collaboration avec les organisations non gouvernementales locales et avec l'appui de la Wilaya de Casablanca, l'UNICEF aide ces filles à bénéficier d'une instruction et de soins de santé de base. Ce programme intersectoriel vise également à faire disparaître le problème en le prenant à la racine et, pour cela, attire l'attention sur les difficultés vécues par ces filles<sup>68</sup>.

## Aider les enfants dans les situations d'urgence

L'éducation n'est pas un produit de luxe à ne mettre à disposition des enfants que dans une situation d'urgence, une fois que les autres éléments sont en place; elle doit être considérée comme une priorité et dispensée aussitôt que possible. Les filles sont tout particulièrement vulnérables dans une situation d'urgence – et elles doivent bénéficier d'une protection particulière contre les agressions physiques, sexuelles et psychologiques. En d'autres termes, il importe de créer des environnements protecteurs dans lesquels les filles comme les garçons puissent apprendre, jouer et recevoir un soutien psychosocial.

Il s'agit de créer un espace adapté aux enfants, concept qui a été développé en 1999 suite à la crise du Kosovo, au tremblement de terre en Turquie et à la violence dans ce qui était alors le Timor oriental (devenu depuis Timor-Leste). Depuis, le concept a été repris dans le cadre de l'Initiative « Learning Tree » dans plusieurs autres situations de conflit,

notamment en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. On a prévu dans ces programmes une formation professionnelle, la formation des maîtres au soutien psychosocial, la fourniture de manuels scolaires et de bancs et, dans le cas de la Guinée, la construction d'une école.

Au Libéria, le projet de Soutien aux jeunes touchés par la guerre cherche à stimuler les qualités d'animateur de 10 000 jeunes Libériens en leur donnant accès à l'éducation de base et aux services sociaux. Le programme, qui utilise les arts, le sport et les loisirs pour recruter des jeunes, fait à présent une place à la prévention du VIH/SIDA et aux services intégrés en faveur du développement de l'enfant à l'intention des enfants de mères adolescentes inscrites dans des programmes de formation professionnelle<sup>69</sup>.

Au milieu du chaos et du traumatisme qu'engendre toute situation d'urgence, il est quand même possible de mettre les droits des enfants au premier plan; dans certaines circonstances, ce peut même être l'occasion de répondre à des besoins auxquels il

En décidant d'investir dans une idée à un moment capital, les gouvernements des pays donateurs ont permis d'améliorer la vie de dizaines de milliers de filles, et de leurs familles.



n'a pas été satisfait jusque-là. Dans le camp de réfugiés, on organise un espace sécurisé dans lequel on élève des tentes ou d'autres structures temporaires selon un plan plus ou moins circulaire, en installant un point d'eau et un espace de jeu au centre, et des zones pour les écoles (préscolaire et primaire), le soutien aux mères et la prestation de soins de santé primaires et de soutien psychosocial à l'extérieur<sup>70</sup>.

Un espace adapté aux enfants et qui tienne compte de la spécificité des sexes permet :

- à tous les écoliers de poursuivre leurs cycles scolaires respectifs
- aux parents de vaquer à leurs occupations en sachant que leurs enfants sont pris en charge dans un environnement sécurisé par un personnel soucieux de leur bien-être
- aux jeunes mères d'avoir du temps à consacrer à leurs nourrissons et de recevoir les informations nécessaires à leur développement en bonne santé

- aux mères et aux jeunes femmes de poursuivre leurs propres études
- aux jeunes de recevoir une formation de prestataires de services à l'intention des enfants.

Dans le Sud du Soudan, ravagé par la guerre civile depuis des décennies, attendre la fin du conflit reviendrait à dénier toute importance aux droits de plusieurs générations d'enfants. Collaborant avec le Mouvement/Armée de libération du peuple soudanais dans les zones qu'il contrôle, l'UNICEF s'efforce de remédier à la terrible situation des enfants sur le plan éducatif : dans cette partie du Soudan, il n'y a pas plus de 15 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école primaire qui soient scolarisés, les filles ne représentant qu'un quart de ce nombre. Au niveau du primaire supérieur, il ne reste pratiquement plus de filles à l'école et dans la principale école secondaire du territoire, Rumbek, il n'y a qu'une seule fille. Sur les 8 000 enseignants que compte le Sud du Soudan, 560 seulement sont des femmes, soit 7 pour cent<sup>71</sup>.

## ENCADRÉ 8

# Les pays africains se rapprochent des objectifs pour l'éducation

La réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire et ceux de l'Éducation pour tous semble représenter plus que jamais un défi. Cependant, l'Initiative pour l'Éducation des filles africaines, résultat d'une étroite collaboration entre pays, gouvernements donateurs et institutions des Nations Unies, a donné de remarquables résultats au niveau de ces deux séries d'objectifs. Depuis qu'elle a été lancée en 1994, cette Initiative multinationale a permis d'améliorer l'accès à l'école primaire aussi bien des filles que des garçons. Entre 1997 et 2001, les taux bruts de scolarisation des filles dans le primaire ont nettement augmenté, surtout en Guinée (de 15 points en pourcentage), au Sénégal (de 12 points) et au Bénin (de 9 points), alors que, sur la même période, les taux bruts de scolarisation pour l'ensemble du primaire, du secondaire et du supérieur, ne

progressaient en moyenne mondiale que d'un point en pourcentage.

Le Tchad constitue l'un des exemples les plus frappants des progrès réalisés. En 1996, aux débuts de l'Initiative, le défi semblait énorme : les taux bruts de scolarisation dans ce pays d'Afrique de l'Ouest plafonnaient à 51 pour cent, et le taux de scolarisation des filles n'atteignait que 37 pour cent.<sup>1</sup> Dans les deux premières années seulement, le nombre de filles scolarisées en cours préparatoire a quadruplé, le taux d'abandon de scolarité a chuté, passant de 22 pour cent à 9 pour cent, et le nombre d'enseignantes, qui était de 36, a atteint 787. En outre, dans les 10 régions participant à l'Initiative, le taux net de scolarisation des filles a été supérieur de 18 points en pourcentage au taux national.<sup>2</sup>

En 2000 – 2001, la scolarisation brute de tous les enfants avait atteint 75 pour cent, ce qui constitue une réussite remarquable dans un pays où un enfant sur cinq meurt encore avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans et où près des trois quarts de la population n'ont pas accès à de l'eau salubre. Mais à présent, alors qu'une ère nouvelle de paix relative a succédé à plus de trente ans de conflits, la voie se dégage pour que les droits des enfants à l'éducation soient respectés, en utilisant les leçons apprises et les pratiques optimales appliquées grâce à cette Initiative novatrice.

Le soutien apporté par les pays donateurs a été déterminant. Lancée alors qu'elle s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative pour l'éducation des filles dans le monde, l'Initiative en faveur des filles africaines a commencé avec

## Les avantages pour les communautés locales

L'effort de scolarisation des filles a également des retombées bénéfiques pour le développement des communautés où elles vivent. Ainsi, par exemple, on a constaté depuis longtemps que si un ménage appauvri est obligé de choisir les enfants qu'il peut se permettre d'envoyer à l'école, les filles font souvent les frais de l'opération. Or, les mesures axées sur l'éducation et conçues pour pallier cette inégalité en augmentant le revenu des ménages profitent à toute la famille et à la communauté locale – surtout si le revenu supplémentaire est remis à la mère, qui est plus encline que le père à l'affecter au financement des besoins des enfants et de la famille<sup>72</sup>.

De même, les filles se ressentent généralement davantage d'une nutrition déficiente; dans les familles aux ressources insuffisantes, les filles reçoivent souvent nettement moins de nourriture que les garçons. Voilà pourquoi elles profitent encore plus

que les garçons des programmes d'alimentation scolaire. Le programme d'alimentation scolaire du Malawi, qui est considéré comme un élément particulièrement important des efforts accomplis pour que les filles poursuivent leur scolarité, profite actuellement à quelque 160 000 enfants de huit districts. Ces programmes – doublés de messages sur l'alimentation diététique – peuvent aussi introduire de meilleures pratiques nutritionnelles au sein des familles et, ce faisant, améliorer la santé et le bien-être de l'ensemble de la communauté.

L'approvisionnement en eau salubre et la présence d'installations d'assainissement est un autre domaine essentiel dans lequel l'ensemble d'une communauté peut tirer parti de l'application à l'éducation d'une « optique sexospécifique ». L'absence d'eau salubre et de toilettes pour filles peut être une des principales raisons pour lesquelles les filles ne vont jamais à l'école – ou abandonnent leurs études –, en particulier à la puberté. La mise à disposition d'installations d'assainissement

un financement de l'Agence canadienne de développement international. En 1996, la Norvège est devenue le premier pays donateur et, avec d'autres partenaires, a contribué au renforcement du programme.

L'Initiative a concentré ses efforts dans des zones où les enfants et les femmes souffraient de la pauvreté, dans des conditions de vie déplorables, et où les taux de scolarisation des filles se trouvaient parmi les plus bas.

L'Initiative a permis aux pays de développer des politiques et programmes adaptés et les succès obtenus ont favorisé l'obtention de financements supplémentaires. Les programmes pilotes de l'Initiative ont disposé de plus de 45 millions de dollars, accordés par le Ministère des affaires étrangères de Norvège pour la période allant de 1996 à 2005. Ces programmes ont représenté une partie importante de la campagne menée, en faveur d'une Éducation pour tous, par les gouvernements de 34 pays de l'Afrique subsaharienne. Les gouvernements du Danemark, de la France, de l'Allemagne et du Japon, par exemple, ont également participé aux programmes pour l'éducation des filles dans le cadre de l'Initiative, comme l'ont fait au moins une douzaine d'orga-

nisations.<sup>3</sup> Ce soutien a permis en 2001 d'élargir l'Initiative à 16 nouveaux pays, leur fournissant ainsi l'occasion de profiter des expériences récentes des 18 pays d'origine.

### L'application des pratiques optimales

Le travail réalisé au Tchad et dans les pays bénéficiant de l'Initiative africaine a eu des conséquences considérables. On peut citer en particulier l'examen systématique de ce qui a permis d'amener les filles à l'école et de les garder jusqu'au bout du cycle d'études, ainsi que l'application à d'autres pays des pratiques optimales. Le Tchad, afin de renforcer les côtés positifs de son système d'éducation, a adapté la méthode d'enseignement à niveaux multiples de l'« Escuela Nueva », développée en Colombie dans les années 1970 et largement répandue depuis, avec des adaptations, dans d'autres pays. Avec cette méthode, l'enseignement est directement lié aux besoins spécifiques de la communauté. Cette approche est souple et permet aux élèves de progresser à leur rythme. Les taux de redoublement et d'abandon de scolarité devraient donc diminuer, ce qui générerait des

économies et accroîtrait les chances de voir les enfants terminer leur cycle d'enseignement primaire.

Une bonne partie de ce qu'on sait sur l'éducation des filles provient de l'expérience acquise en Afrique, comme on l'a vu au Tchad. L'engagement de ces 34 pays africains à atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous et la volonté des gouvernements donateurs d'investir dans un concept à un moment décisif ont profondément changé la vie de dizaines de milliers de filles et de leurs familles.

### Financement

Les pays donateurs qui soutiennent l'Initiative pour l'éducation des filles africaines, et les partenaires nationaux ont permis ensemble de se rapprocher des objectifs. Mais des progrès considérables doivent être réalisés en Afrique dans les années à venir pour que ces objectifs puissent être atteints. Le Tchad, malgré ses réussites notables, est encore l'un des pays où l'écart est le plus grand entre garçons et filles au niveau des taux de scolarisation (33 points de pourcentage). Selon une estimation récente, l'Afrique subsaharienne ne pourra pas réaliser avant 2129 l'éducation primaire

satisfaisantes s'est donc vu attribuer un rang de priorité beaucoup plus important dans les programmes d'éducation des filles. On voit que la campagne en faveur de la scolarisation des filles peut transformer la qualité de la vie dans une communauté locale qui avait pu se contenter pendant des années d'utiliser des sources d'eau polluées et très éloignées ou de se passer purement et simplement d'installations d'assainissement.

En République démocratique populaire lao, par exemple, le manque d'approvisionnement en eau et d'installations d'assainissement est pour beaucoup dans le manque d'assiduité et la faiblesse des résultats scolaires. Plus d'un cinquième des filles du pays ne sont pas inscrites dans une école et, dans certaines régions, cette proportion dépasse les 50 pour cent. Le problème ne tient pas seulement à l'absence de ces installations dans les écoles, mais à leur absence dans le reste de la communauté. Les enfants mal portants ne peuvent pas aller à l'école aussi souvent qu'ils le devraient et n'apprennent pas

aussi bien quand ils y sont. L'infection par des parasites qui consomment les éléments nutritifs et, de ce fait, aggravent la malnutrition et retardent le développement, est particulièrement répandue en RDP lao; dans certaines régions, ce sont jusqu'à 62 pour cent des enfants qui sont ainsi infectés. En outre, la corvée d'eau incombe essentiellement aux filles, qui peuvent y consacrer jusqu'à deux heures par jour, consommant à cette occasion jusqu'à un tiers de leur apport calorique journalier. Même celles qui réussissent à aller à l'école peuvent être envoyées chercher de l'eau par le maître ou la maîtresse d'école, ce dont pâtissent encore leurs études.

Pour remédier à ce problème, le Ministère de la santé et celui de l'éducation se sont intéressés aux écoles primaires de huit provinces reculées et appauvries et aux communautés où elles sont implantées. On est en train de construire des points d'eau et des latrines dans les écoles et les villages concernés; on procède à des opérations de déparasitage; et on lance une campagne de sensibilisation aux pratiques d'hygiène, en mobilisant non pas seulement les enseignants, mais aussi les enfants en tant que promoteurs de ces pratiques au sein de leur communauté. Le projet touchera 300 écoles et 70 000 élèves, offrant un accès à l'eau salubre et aux installations d'assainissement à 18 000 familles vivant dans 350 communautés.

---

universelle s'il n'y a pas d'accélération dans les progrès effectués.<sup>4</sup>

Le soutien des donateurs à l'Initiative africaine n'est que l'une des contributions ayant pour but de parvenir à l'éducation primaire universelle. Ce soutien a été axé sur l'un des principaux groupes d'enfants exclus plutôt que sur un pays. Un bon nombre des autres contributions sont affectées à des pays définis, sans que le sexe des enfants soit pris en compte. Il est donc arrivé que certains pays se voient refuser le financement d'un donateur parce qu'ils affichent les taux les plus faibles de scolarisation des filles et les écarts les plus élevés entre garçons et filles.

Le financement « thématique » des organisations qui se sont engagées à faire bénéficier les filles d'une éducation est à présent assuré principalement par la Norvège, la Suède et la Finlande. Ce soutien ne va pas à un pays en particulier; il a plutôt pour objectif d'arriver à la parité entre garçons et filles et à l'Éducation pour tous. Il apporte de la souplesse, ce qui facilite la planification à long terme. Or celle-ci est essentielle pour que les pays se rapprochent d'un « monde digne des enfants » et atteignent l'Objectif de développement pour le Millénaire le plus urgent de tous – la parité entre sexes dans l'éducation d'ici à 2005.

1 Information fournie par l'UNICEF, Tchad, 2003.

2 Ibid.

3 On trouve notamment la Banque africaine de développement, la Fondation Bernard van Leer, l'ACDI, l'ONG française "Initiative Développement", Oxfam, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNESCO, l'US AID, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'Association chrétienne des jeunes femmes (YWCA).

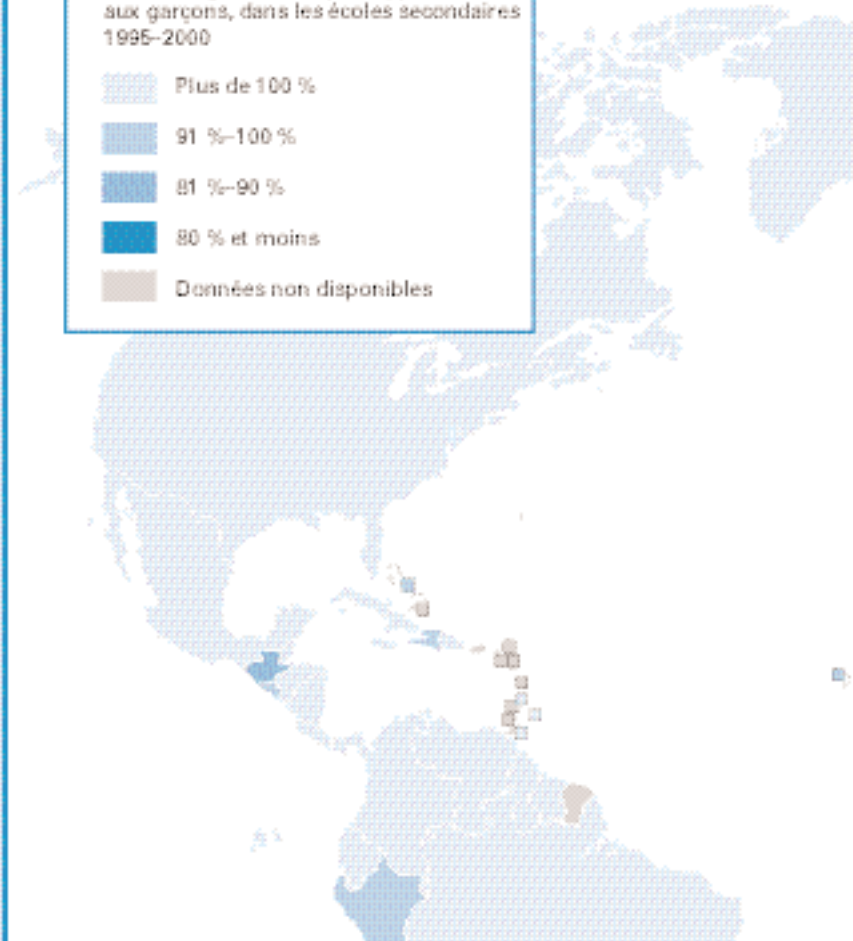
4 Rapport 2003 sur le développement humain du PNUD.

## Objectifs de développement pour le Millénaire

Pour améliorer la santé maternelle, il faut se concentrer sur deux objectifs d'importance capitale : assurer l'éducation primaire pour tous et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'éducation est un bon médicament pour les mères et leurs enfants.

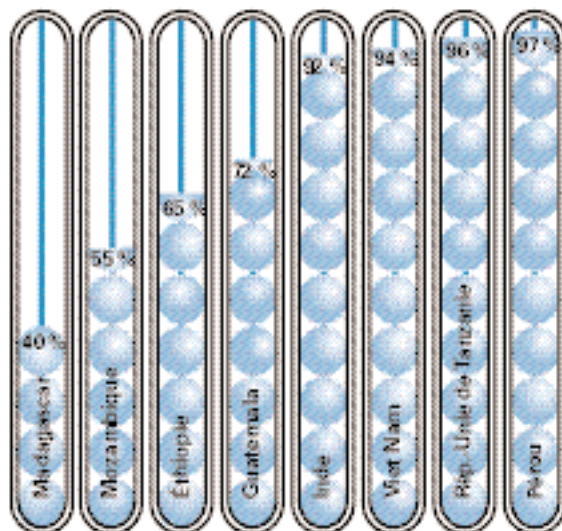
## Éducation secondaire pour les filles

Pourcentage de filles, par rapport aux garçons, dans les écoles secondaires 1995-2000



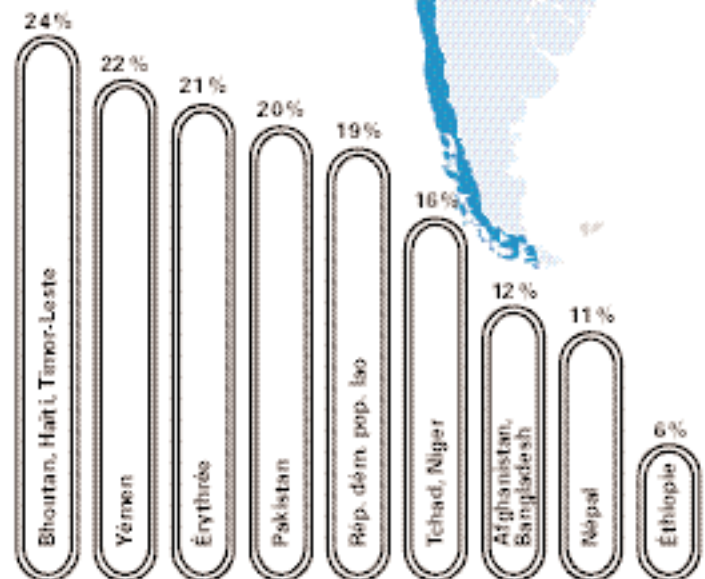
## Achèvement du cycle primaire

Pourcentage d'enfants qui accomplissent les cinq années du cycle de l'école primaire  
Données 1995-2001  
Sélection de pays



## Accouchements assistés

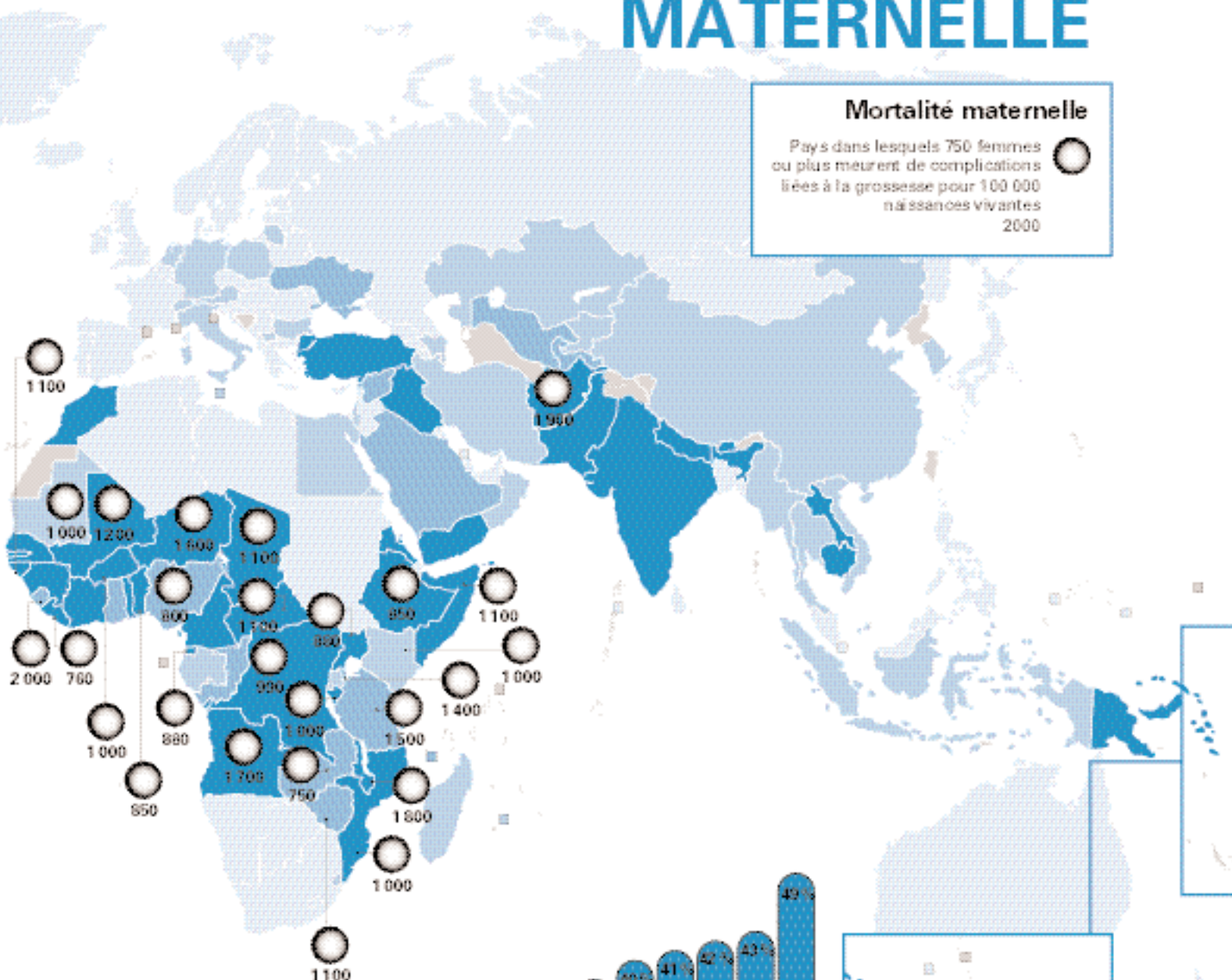
Pays dans lesquels moins de 25 % des accouchements sont assistés par du personnel qualifié  
1995-2000



# AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE

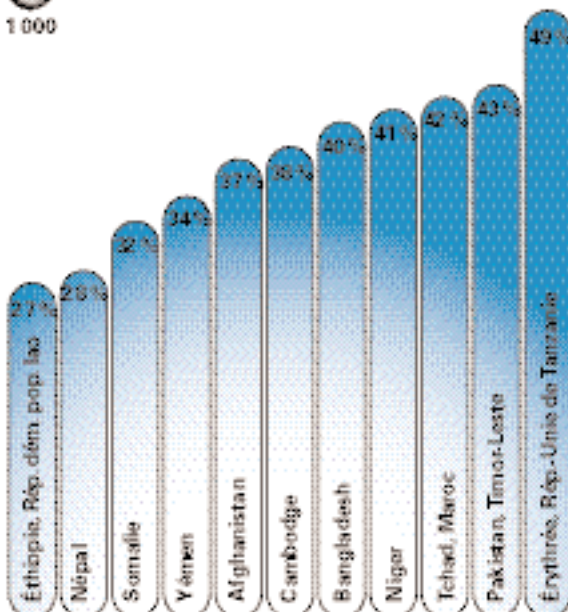
## Mortalité maternelle

Pays dans lesquels 750 femmes ou plus meurent de complications liées à la grossesse pour 100 000 naissances vivantes 2000



## Soins de santé prénatals

Pays dans lesquels moins de 50 % des femmes bénéficient de soins prénatals 1995-2000



Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillés représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.